

La Côte-d'Ivoire indépendante

"Côte-d'Ivoire," Encyclopédie® Microsoft® Encarta 97. ©1993-1996 Microsoft Corporation. Tous droits réservés.

Le 4 décembre 1958, la Côte-d'Ivoire devenait une république au sein de la Communauté française, Houphouët-Boigny assurant les fonctions de Premier ministre. Il en devint tout naturellement le président lorsque l'indépendance fut proclamée le 7 août 1960.

L'ancienne Afrique-Occidentale française (A-OF) voyait naître un second pôle économique et politique, concurrent du Sénégal, où se trouvaient les administrations coloniales. La rivalité entre Léopold Sedar Senghor, un intellectuel, et Houphouët-Boigny, un syndicaliste pragmatique, était ancienne. Le président ivoirien fit échouer le projet de fédération du Mali, qui devait reconstituer l'A-OF et qui aurait permis au Sénégal de maintenir sa prépondérance sur l'Afrique de l'Ouest francophone. La Côte-d'Ivoire en était le pays le plus riche et son dirigeant avait l'ambition de fonder sa puissance politique sur le développement économique national. Avec l'ouverture du canal de Vridi, Abidjan, la capitale ivoirienne, devint un port de mer puis un centre financier.

La stabilité politique du pays, en grande partie permise par le régime de parti unique qu'avait établi Houphouët-Boigny, favorisa la forte croissance économique des années 1960 et 1970 (le «miracle ivoirien»). La politique paternaliste et capitaliste d'Houphouët-Boigny suscitait cependant une opposition croissante (manifestations étudiantes, conspirations dans l'armée). À la fin des années 1980, le président entreprit des travaux grandioses, notamment à Yamoussoukro où fut transférée la capitale et édifiée une cathédrale sur le modèle de Saint-Pierre de Rome. Le déploiement d'un tel faste alors même que l'économie nationale s'effondrait, alimenta le mécontentement de la population. En 1990, Houphouët-Boigny accepta, sous la pression des manifestations, d'instaurer le multipartisme. Dès cette époque, le problème de sa succession se posait, mais le président ne laissa pas aux dauphins constitutionnels (les présidents successifs de l'Assemblée nationale) la possibilité de s'imposer. En octobre 1990, il fut élu pour un septième mandat de cinq ans, à l'issue des premières élections pluralistes du pays. L'ouverture politique n'était cependant que formelle : en 1992, les principaux dirigeants de l'opposition, dont Laurent Gbabo, fondateur du Front populaire ivoirien, furent emprisonnés.

À la faveur d'un climat politique et social tendu, les oppositions entre communautés et régions se manifestèrent. Le scrutin présidentiel d'octobre 1995 fut ainsi marqué par des violences intercommunautaires, opposant, notamment dans l'ouest du pays, les Bétés aux Baoulés, dont fait partie le nouveau président Henri Konan Bédié.